



Distr.: GENERALE

E/ECA/TRADE/94/7  
28 septembre 1994

**NATIONS UNIES  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Original: FRANCAIS

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Conférence internationale sur les accords  
commerciaux multilatéraux d'Uruguay**

**Tunis, Tunisie  
24-27 octobre 1994**

**EVALUATION ANTICIPATIVE DE L'IMPACT DES ACCORDS DE  
L'URUGUAY ROUND SUR LES ECONOMIES AFRICAINES:  
ANALYSE PRELIMINAIRE**

## RESUME

## I. INTRODUCTION

1. Toutes les études menées jusqu'à ce jour sont unanimes sur le fait que les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round auront un impact global positif sur le commerce international. Les estimations disponibles à ce jour révèlent que le commerce mondial va croître d'au moins 200 milliards de dollars E.-U chaque année, lorsque les accords de l'Uruguay seront complètement mis en oeuvre. Le continent africain pour ce qui le concerne va au contraire essuyer des pertes estimées à 2,6 milliards de dollars par an.

2. Cette étude du secrétariat de la CEA fait suite à une résolution de la douzième session de la Conférence des ministres africains du commerce [Tunis (Tunisie), du 22 au 24 octobre 1993]. Elle porte dans sa première partie sur une évaluation anticipative de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur les secteurs jugés les plus importants pour les économies africaines. Dans la deuxième partie de l'étude, il est proposé quelques actions de politique à même d'aider les pays africains à tirer le maximum d'avantages de ces accords.

## II. EVALUATION ANTICIPATIVE DE L'IMPACT DES ACCORDS DE L'URUGUAY ROUND SUR LES ECONOMIES AFRICAINES

### A. Portée des décisions concernant l'accès aux marchés

3. Les résultats des négociations sur l'accès aux marchés vont donner naissance à un certain nombre d'obligations auxquelles les pays africains pourront difficilement se conformer. En effet, étant donné que le commerce des pays africains est couvert par des arrangements relatifs aux traitements préférentiels, aussi bien dans le cadre du système de préférence généralisé (SPG), que dans le cadre de la Convention de Lomé (avec des droits de douane variant entre 0% et 5% pour la plupart de leurs exportations), une élimination ou de fortes réductions tarifaires (telles que prévues dans le cadre de l'Uruguay Round) se traduira par une perte de leurs préférences commerciales. Ainsi, les offres de réduction des tarifs par les principaux marchés qui présentent un intérêt pour l'exportation des produits africains, notamment l'Union européenne, le Japon, et les Etats-Unis, vont induire une baisse des marges préférentielles dans l'ordre de 28,2%, 40,2% et 15,7% respectivement.

### B. Impact des accords sur l'agriculture

#### 1. Le sous-secteur des produits tropicaux

4. Les exportations agricoles africaines sont dominées par les produits tropicaux (avec un taux de l'ordre de 50% à 100% dans la plupart des pays). Or, ces produits qui bénéficiaient naguère d'un traitement préférentiel, dans le cadre du système de préférence généralisé et de la Convention de Lomé, ont vu leurs marges préférentielles s'effondrer suite aux accords de l'Uruguay Round. Les données disponibles indiquent une réduction des préférences dans le sous-secteur des produits tropicaux de l'ordre de 80% dans le cadre du système généralisé de préférence, et environ 50% dans le cadre de la Convention de Lomé.

#### 2. Le sous-secteur des produits tempérés

5. La réduction des subventions à l'exportation et des mesures internes de soutien à l'agriculture vont résulter en un renchérissement des coûts de production dans les pays producteurs. Ce qui se traduira par un accroissement des prix mondiaux de produits alimentaires de l'ordre de 5% au moins, dont 10% pour les céréales, entraînant un alourdissement de la facture d'importation des pays africains dont la plupart sont des importateurs-nets de produits alimentaires. Le projet d'Acte final du cycle de l'Uruguay prévoit une série de mesures, notamment l'octroi aux "pays en développement importateurs-nets de produits alimentaires de facilités d'emprunts concessionnels auprès des institutions financières internationales".

### 3. Le sous-secteur des produits à base de ressources naturelles

6. Les produits à base de ressources naturelles constituent également une source importante de recettes d'exportation pour les pays africains. Dans ce sous-secteur, il est prévu une baisse des marges préférentielles de l'ordre de 60% et 16% dans le cadre du système généralisé de préférence et de la Convention de Lomé, respectivement.

### C. Le projet d'accord sur les textiles et les vêtements

7. Le commerce des textiles et des vêtements est régi depuis deux décennies par l'Accord multifibres (AMF) qui, selon les calculs des experts du GATT, a encadré 136 milliards dollars d'exportations de textiles, soit l'équivalent de 80% des exportations mondiales de ces produits en 1990, si on exclut les échanges internes de l'Union européenne. Pour le moment, il est prématuré d'évaluer l'impact exact de l'accord relatif aux textiles sur les économies africaines, avant la fin du démantèlement des quotas (tel que stipulé dans le projet d'acte final).

### D. Incidences des accords relatifs aux sauvegardes, subventions et autres mécanismes affectant les échanges

8. L'accord relatif aux sauvegardes énonce des dispositions générales importantes telles, le maintien du principe de la non-discrimination dans l'application des mesures de sauvegarde, et la prohibition et l'élimination des mesures relevant de la "zone grise". Pour ce qui concerne les subventions, le projet d'accord définit un certain nombre de paramètres fondamentaux qui présentent une importance particulière pour les pays en développement, notamment les "subventions prohibées", et l'interdiction de subventions. En outre, les termes de l'accord relatif aux barrières techniques aux échanges contiennent des obligations particulières auxquelles les pays africains doivent souscrire, notamment, la préparation et l'application de réglementations techniques et de procédures d'évaluation conformes et fiables.

### E. Portée des accords sur les nouveaux domaines

#### 1. Le commerce des services

9. Les principales dispositions du projet d'accord qui présentent une importance particulière pour les pays en développement sont, entre autres :

a) L'article IV qui fait de la participation croissante des pays en développement au commerce mondial des services, un objectif dont la réalisation devra être facilitée par des engagements spécifiques négociés;

b) L'article XIX portant sur les négociations des obligations spécifiques.

#### 2. Les TRIPs

10. Le projet d'accord sur les TRIPs énonce des dispositions détaillées portant sur tous les domaines des droits de propriété intellectuelle, et impliquant une harmonisation internationale des normes de protection de propriété intellectuelle, pour tous les pays quel que soit leur niveau de développement. Ainsi, les pays africains seront confrontés aux mêmes obligations que les pays développés.

### 3. Les TRIMs

11. Les dispositions du projet d'accord prévoient un certain nombre d'obligations ayant trait aux TRIMs, dont :

- a) Les TRIMs prohibées (article 2 du projet d'accord); et
- b) La notification et les arrangements transitoires (article 5 du projet d'accord).

#### F. Impact de l'institution de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

12. L'institution de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) constitue un défi de poids pour les pays africains. En effet, en plus des nombreuses obligations ayant trait aux codes issus des négociations du Tokyo Round et aux accords de l'Uruguay Round, ces pays devront se conformer aux conditions rébarbatives d'adhésion à l'institution multilatérale. Ces conditions peuvent se résumer comme suit :

- a) Les pays doivent être parties contractantes à l'Accord général de 1947;
- b) Les pays doivent avoir accepté les trois accords de base de l'OMC; enfin,
- c) Les pays doivent avoir fait des concessions spécifiques concernant l'accès aux marchés.

### III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

13. Il paraît évident qu'à court terme, les accords de l'Uruguay Round vont avoir un impact négatif sur les économies africaines, tout au-moins dans certains secteurs spécifiques qui présentent un intérêt particulier pour les pays africains. Pour être à même de minimiser l'impact de ces effets négatifs sur son économie, chaque pays africain devrait, individuellement, entreprendre une évaluation anticipative des conséquences des accords de l'Uruguay Round sur son économie. Pour être significatif, cet exercice doit être entrepris produit par produit et secteur par secteur. Certains pays africains dont le Nigéria et l'Egypte sont en train de mener une telle évaluation, mais la grande majorité des pays africains ne l'ont pas encore fait.

14. Il est également souhaitable que les pays africains explorent toutes les autres possibilités qui pourraient contrebalancer les effets négatifs des accords de l'Uruguay Round sur leurs économies. La Convention de Lomé, par exemple, reconnaît que des amendements peuvent être apportés à ses provisions pertinentes, au cas où les négociations commerciales multilatérales au sein du GATT, ou des mesures en rapport avec une libéralisation générale des échanges, conduiraient à une perte de compétitivité des produits ACP du secteur agricole sur le marché de l'Union européenne, comme le prévoient l'Annexe 27 et 29 à la Convention de Lomé IV.

## I. INTRODUCTION

1. La Déclaration de Punta del Este (Uruguay) en septembre 1986, a lancé le début des négociations les plus complexes, les plus longues et les plus difficiles de l'histoire commerciale multilatérale. Plus de sept années durant, les parties contractantes (PC) à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) se sont régulièrement rencontrées pour forger un nouveau cadre multilatéral devant réglementer les relations commerciales multilatérales. Ces relations étant devenues très étroites, il est apparu nécessaire d'établir des règles et procédures plus détaillées, couvrant un champ plus large, pour encadrer les échanges et réduire les risques commerciaux.

2. En adoptant le nouveau cadre commercial multilatéral le 15 décembre 1993, les représentants de l'essentiel des pays de la planète viennent de lever un double défi : d'abord parce que ce cadre englobe pour la première fois un certain nombre de secteurs essentiels qui jusque-là avaient échappé aux règles et à la discipline du GATT, ensuite parce que le nouvel accord intervient au moment où le système commercial multilatéral commençait à perdre pied. Cette réalité, qui fait paradoxalement penser à la situation qui prévalait au cours des années 20 et 30 précédant la création du GATT, est illustrée par la tendance actuelle à la prolifération des arrangements commerciaux à l'échelle régionale et sous-régionale<sup>1</sup> ainsi qu'à l'émergence de plus en plus fréquente de différends commerciaux entre pays<sup>2</sup>.

3. Toutes les études menées jusqu'à ce jour sont unanimes sur le fait que les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round auront un impact global positif sur le commerce international. Une étude conjointe de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale révèle que le commerce mondial va croître d'au moins 200 milliards de dollars E.-U. chaque année, lorsque les accords de l'Uruguay seront complètement mis en oeuvre<sup>3</sup>. Par effet multiplicateur, cette croissance évoluera suivant un rythme grandissant avec le temps.

4. Concernant les effets de cette croissance sur les différentes économies, dans différentes parties du monde, des disparités importantes se feront sentir, si l'on en croit les estimations disponibles à ce jour. Ainsi, il est prévu que les pays développés accapareront 70% des effets de ladite croissance (soit 140 milliards de dollars), alors qu'ils ne représentent au niveau numéraire que le cinquième des parties contractantes au GATT. Les pays en développement qui constituent les 80% des parties contractantes au GATT, ne se verront alloués que les 30% restants (soit 70 milliards de dollars).

5. Il paraît logique d'avancer que ce sont les pays en développement les plus forts économiquement, qui ont une infrastructure et des systèmes institutionnels à même d'exploiter pleinement les possibilités d'ouverture des marchés et autres aspects de ces accords qui en tireront le plus grand profit. La plupart de ces pays se situent en Asie, et dans une certaine mesure, en Amérique latine. Ainsi il est prévu que 16 des 30% des effets

---

<sup>1</sup> On peut citer à ce sujet la constitution de larges marchés à l'intérieur de l'Union européenne, la Zone de libre-échange Nord-américaine, ainsi que l'Association des pays du Sud-Est asiatique.

<sup>2</sup> L'actuel différend commercial entre les Etats-Unis et le Japon illustre bien cette tendance.

<sup>3</sup> Ian Goldin, Odin Knudsen et D. van der Mensbrugghe, "Trade Liberalization: Global Economic Implications". Une étude conjointement entreprise par l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale, Paris, septembre 1993, citée par Peter Madden et John Madeley dans "Winners and losers: The impact of the GATT Uruguay Round on developing countries" in Christian Aid, 9 décembre 1993.

revenant aux pays en développement iront à la Chine seule, 11 aux autres pays d'Asie et 3 aux pays d'Amérique latine. Le continent africain (non compris l'Egypte et la Jamahiriya arabe libyenne) va au contraire essuyer des pertes estimées à 2,6 milliards de dollars par an<sup>4</sup>.

6. Compte tenu de ces facteurs, il devient tout à fait légitime de se demander dans quelle mesure l'Afrique pourra tirer profit des accords de l'Uruguay Round. C'est pour cette raison que la présente étude se propose de présenter l'impact probable des accords d'Uruguay sur quelques secteurs jugés les plus importants pour les économies africaines. A partir de ces informations, l'on pourrait alors se faire une idée quant à la portée globale de ces accords sur les économies africaines dans leur ensemble.

7. Ainsi donc, l'évaluation anticipative de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur les économies africaines que se propose d'entreprendre le secrétariat de la CEA répond à un double objectif : d'abord, il s'agit d'assister les pays africains dans leurs propres efforts d'évaluation de l'impact probable des accords de l'Uruguay Round sur leurs économies. Ensuite, il est question d'informer et d'attirer l'attention de ces mêmes pays sur les possibilités de négociation qui leur sont encore ouvertes dans certains domaines bien précis du nouveau cadre commercial multilatéral. Cette étude fait également suite à la résolution de la douzième session de la Conférence des ministres africains du commerce (Tunis, Tunisie, du 22 au 24 octobre 1993) qui invite le secrétariat de la CEA à assister les pays membres pour leur permettre "de répondre à leurs besoins durant la période qui suivra les négociations d'Uruguay..."<sup>5</sup>.

8. Cette étude présentera, en première partie, une évaluation anticipative de l'impact des accords de l'Uruguay Round sur les économies africaines. Dans sa deuxième partie, l'étude proposera quelques actions de politique à même d'aider les pays africains à tirer le maximum d'avantages de ces accords. Par ailleurs, la présente étude s'est largement inspirée de l'évaluation de l'impact des projets d'accords de l'Uruguay Round sur les pays africains. Cette évaluation a été préparée par le projet "UNCTAD/UNDP African MTN project (RAF/87/157)".

## II. EVALUATION ANTICIPATIVE DE L'IMPACT DES ACCORDS DE L'URUGUAY ROUND SUR LES ECONOMIES AFRICAINES

9. Il faut noter d'emblée qu'une évaluation anticipative détaillée de l'incidence des accords de l'Uruguay Round sur les pays africains ne sera pas possible avant la finalisation des accords<sup>6</sup>. Ce qui est présenté dans cette partie est une tentative d'évaluation basée sur les informations disponibles à ce jour.

<sup>4</sup> Ibidem. Il est important de souligner que ces données ne sont qu'indicatives car l'étude n'a pris en compte que les éléments quantifiables des accords de l'Uruguay Round. L'impact de certains secteurs de négociation tels que les nouveaux domaines, ou de certains facteurs comme le renforcement de la discipline au sein du GATT, la confiance que va inspirer le nouveau système ainsi que les nouvelles offres d'accès aux marchés n'a pu être pris en compte par l'étude.

<sup>5</sup> Annexe II du Rapport de la douzième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

<sup>6</sup> On ne connaît par exemple pas encore le contenu de la Déclaration ministérielle qui sera attachée à l'Acte final, ni la portée des nouvelles offres d'accès au marché qui ne seront connues qu'à la cérémonie de signature de l'Acte final à Marrakech, en avril 1994.

10. Les domaines de négociation retenus par cette étude comme les plus importants pour les économies africaines sont : l'accès aux marchés; l'agriculture; les textiles et les vêtements; les sauvegardes, subventions et autres mécanismes affectant les échanges; les nouveaux domaines; ainsi que l'institution de l'Organisation mondiale du commerce.

#### A. Portée des décisions concernant l'accès aux marchés

11. Les possibilités d'expansion des marchés d'exportation des produits africains, suite aux nouveaux accords, dépendront de la manière dont les mesures de libéralisation du commerce seront mises en oeuvre. Il est cependant important de noter que les concessions et divers arrangements dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés ont surtout porté sur les secteurs d'intérêt pour les pays développés. Par exemple, l'offre d'harmonisation et de réduction des tarifs dans le cadre de l'"Accord quadrilatéral" de Tokyo sur l'accès aux marchés<sup>7</sup> ne couvre que les produits non-agricoles (y compris les produits pharmaceutiques, les produits d'équipement pour la construction, les produits d'équipement médical, les produits pour l'ameublement, l'alcool etc.).

12. En outre, pendant que les pays africains se lancent dans des programmes coûteux de réformes et d'ajustement structurel, avec des plans ambitieux de libéralisation de leurs échanges, leurs exportations continuent de souffrir d'une certaine discrimination à l'entrée des marchés des pays industrialisés.

13. Cette évaluation anticipative de l'incidence des accords de l'Uruguay Round sur les pays africains dans le domaine de l'accès aux marchés est basée sur les offres d'accès aux marchés disponibles vers novembre 1993. Les informations sur les nouvelles offres seront disponibles à la signature de l'Acte final à Marrakech en avril 1994. Il paraît en tout cas logique que les résultats des négociations sur l'accès aux marchés vont donner naissance à un certain nombre d'obligations auxquelles les pays africains pourront difficilement se conformer.

14. D'une part, étant donné que le commerce des pays africains est couvert par des arrangements relatifs aux traitements préférentiels, aussi bien dans le cadre du système de préférence généralisé (SPG), que dans le cadre de la Convention de Lomé (avec droits de douane variant entre 0% et 5% pour la plupart de leurs exportations), une élimination ou de fortes réductions tarifaires (telles que prévues dans le cadre de l'Uruguay Round) se traduira par une perte de leurs préférences commerciales. Cela va entraîner une perte de compétitivité résultant de la perte de parts de marché pour ces pays qui dépendent d'un nombre limité de produits d'exportation. Ainsi, les offres de réduction des tarifs par les principaux marchés qui présentent un intérêt pour l'exportation des produits africains, notamment l'Union européenne, le Japon, et les Etats-Unis, vont induire une baisse des marges préférentielles dans l'ordre de 28,2%, 40,2% et 15,7% respectivement<sup>8</sup>.

15. Pour ce qui concerne le traitement préférentiel dont bénéficient les pays africains membres du Groupe ACP dans le cadre de la Convention de Lomé, les données disponibles montrent une érosion attendue des marges

---

<sup>7</sup> En se réunissant à Tokyo, du 7 au 9 juillet 1993, (Sommet de Tokyo) les dirigeants des sept pays les plus industrialisés et les représentants de la Communauté européenne ont réaffirmé leur volonté de conclure avec tous leurs partenaires un Accord global et équilibré, avant la fin de 1993. Parallèlement, les Etats Unis, la Communauté européenne, le Japon et le Canada ont conclu, le 7 juillet 1993, un "Accord quadrilatéral" sur l'accès aux marchés qui a apporté une contribution importante aux succès des négociations d'Uruguay.

<sup>8</sup> Evaluation de l'impact des résultats des projets d'accords de l'Uruguay Round sur les pays africains, préparée par le projet "UNCTAD/UNDP African MTN (RAF/87/157)", décembre 1993.

préférentielles dans l'ordre de 100% pour le café, les extraits du café et le cacao; 50% pour l'acide phosphorique; plus de 30% pour les produits dérivés du pétrole, les crustacés et le cuir; et plus de 20% pour le tabac<sup>9</sup>. Avec la libéralisation des échanges, les pays africains se verront confrontés à une compétition plus accrue des pays asiatiques et latino-américains; et peu d'entre eux seront en mesure d'accroître leurs parts de marché. Ainsi, ces pays perdront-ils une bonne partie de leur rente douanière.

16. Des dispositions ont été prises pour remédier à ce problème qui est réel mais dont les effets sont difficilement quantifiables. Ainsi, les pays les moins avancés bénéficient-ils, au regard des accords de l'Uruguay Round, de règles plus souples en matières de subventions des exportations et de délais accrus pour abaisser leurs barrières douanières, entre autres. Des avantages certes, mais qui ne profiteront pas vraiment aux pays africains qui n'auront pas réussi à diversifier leurs exportations.

### B. Impact des accords sur l'agriculture

17. Le projet d'accord relatif à l'agriculture définit un cadre pour la poursuite des négociations visant à libéraliser le commerce des produits agricoles (conformément au Mandat de Punta del Este). Il cherche notamment à établir des disciplines régissant entre autres, l'accès aux marchés, la concurrence à l'exportation et les mesures sanitaires et phytosanitaires.

18. Les pays africains sont dans leur majorité fortement dépendants du secteur agricole qui représente un large pourcentage du PIB et des recettes d'exportation. Théoriquement, les avantages de la libéralisation des échanges mondiaux pourraient être immédiats pour ces pays: les cours des produits agricoles monteraient, incitant les pays qui ont la possibilité de produire plus à le faire. Mais compte tenu de la précarité de leur situation économique et de l'étroitesse de leur base de production, il n'est pas évident que les pays africains tireront des avantages de la libéralisation multilatérale de la production agricole à court-terme.

19. Les réformes du commerce des produits agricoles auront un impact sur trois sous-secteurs agricoles d'une importance majeure pour les pays africains. Il s'agit du sous-secteur des produits tropicaux, celui des produits tempérés et de celui des produits à base de ressources naturelles.

#### 1. Les produits tropicaux

20. Les exportations agricoles africaines sont dominées par les produits tropicaux (avec un taux de l'ordre de 50% à 100% dans la plupart des pays). Or, ces produits qui bénéficiaient naguère d'un traitement préférentiel, dans le cadre du système de préférence généralisé et de la Convention de Lomé, ont vu leurs marges préférentielles s'effondrer suite aux accords de l'Uruguay Round. C'est ainsi par exemple que, pour les produits d'une importance majeure pour les exportations africaines tels que le café et le cacao, l'offre de réduction des tarifs de la Communauté européenne va entraîner une suppression du traitement préférentiel dont bénéficiaient ces produits. Ceci se traduira par une baisse significative des recettes d'exportation des pays africains, puisqu'une bonne partie de leur commerce extérieur se fait avec l'Europe.

21. Le tableau 1 identifie les avantages que les pays producteurs de café d'Amérique latine et d'Asie vont tirer de l'offre de réduction des tarifs de la Communauté européenne, comparés aux pertes du côté des producteurs africains membres du Groupe ACP. Les mêmes tendances s'observent pour le cas du cacao, bien qu'à un degré moindre. Ces produits étant parmi les principaux produits d'exportation des pays africains, il apparaît

<sup>9</sup> Ibidem.



clair que ce seront ces pays, en tant que plus faibles partenaires commerciaux, qui seront les plus grands perdants dans ces arrangements, en tout cas à court terme<sup>10</sup>. Il est prévu que la réduction des préférences dans ce sous-secteur des produits tropicaux sera de l'ordre de 80% des marges dans le cadre du système généralisé de préférence, et environ 50% dans le cadre de la Convention de Lomé.

## 2. Le secteur des produits tempérés

22. Autant les produits tropicaux dominent les exportations des pays africains, autant ces mêmes pays dépendent des produits tempérés pour leurs besoins d'importation alimentaires (voir tableau 2). Les produits tempérés comprennent les denrées alimentaires de base telles les céréales, les produits laitiers, la viande et les huiles comestibles.

23. La réduction des subventions à l'exportation et des mesures internes de soutien à l'agriculture vont résulter en un renchérissement des coûts de production dans les pays producteurs. Cette situation se traduira par un accroissement des prix mondiaux de produits alimentaires de l'ordre de 5% au moins<sup>11</sup>, dont 10% pour les céréales<sup>12</sup>. Cela aura pour résultat d'alourdir la facture d'importation des pays africains dont la plupart sont des importateurs-nets de produits alimentaires. En outre, avec l'étroitesse de leur base de production, la chute continue de leurs recettes d'exportation, le niveau élevé de la dette extérieure et d'autres contraintes financières liées au faible niveau de l'investissement et à la baisse de l'aide au développement, les pays africains pourront difficilement assurer leur sécurité alimentaire.

24. Le salut pourrait peut-être venir d'une annexe à l'Acte final du cycle de l'Uruguay qui prévoit une série de mesures, notamment l'octroi aux "pays en développement importateurs-nets de produits alimentaires de facilités d'emprunts concessionnels de type IDA auprès des institutions financières internationales" qui pourraient au moins réduire les coûts financiers liés aux importations et en dernier ressort leur coût final. En outre, les importateurs-nets de produits alimentaires ont soumis un certain nombre de propositions dans le cadre de l'Uruguay Round<sup>13</sup>. Ces propositions qui visent à atténuer l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires, et en même temps assurer une relance de la production agricole, comprennent :

a) L'établissement de mécanismes permettant de mesurer et d'atténuer l'impact de la hausse des prix à l'importation de produits alimentaires;

b) L'amélioration de l'accès aux marchés des produits originaires des pays importateurs-nets de produits alimentaires;

<sup>10</sup> Il faut tout de même reconnaître que les pays africains n'ont pas vraiment bénéficié des marges préférentielles qui leur ont été offertes dans le cadre des différents systèmes de préférences. Ceci pourrait être dû à un certain nombre de facteurs, y compris leurs faibles capacités d'exportation.

<sup>11</sup> Chiffre avancé par le Secrétariat du GATT.

<sup>12</sup> Daphne S. Taylor, "Implications of the Uruguay Round for Food Aid" in *Food Policy*, vol. 17, No. 1, février 1992.

<sup>13</sup> Peter Madden et John Madeley, "Winners and losers: The Impact of the GATT Uruguay Round on developing countries" in *Christian Aid*, décembre 1993.

c) La flexibilité dans la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel en particulier pour plus d'investissements dans le sous-secteur des produits vivriers; et

d) Les dispositions financières nécessaires à la mise en oeuvre de toutes ces propositions.

### 3. Le secteur des produits à base de ressources naturelles<sup>14</sup>

25. Les produits à base de ressources naturelles agricoles constituent également une source importante de recettes d'exportation pour les pays africains. Les données du tableau 3 montrent que deux catégories de produits à base de ressources naturelles agricoles, à savoir les produits de la pêche et ceux de la sylviculture, occupent une place importante dans ce secteur.

26. Par ailleurs, plus de la moitié des pays africains tirent plus de 50% de leurs recettes d'exportations de produits minéraux à base de ressources naturelles. Ces produits sont les métaux et minerais non-ferreux, le pétrole, le gaz, le charbon, l'uranium, les produits pétrochimiques, le fer et l'acier, ainsi que les engrais. Dans ce sous-secteur il est prévu une baisse des marges de préférence de l'ordre de 60% et 16% dans le cadre du système généralisé de préférence et de la Convention de Lomé, respectivement.

### C. Le projet d'accord sur les textiles et les vêtements

27. Le commerce des textiles et des vêtements est régi depuis deux décennies par l'Accord multifibres (AMF). L'Accord multifibres a été conclu en 1974 pour donner aux industries textiles des pays industrialisés le temps nécessaire pour affronter la concurrence des pays à bas salaires qui commençaient à percer sur le marché international. L'AMF fixe les quotas d'exportation, pays par pays et produit par produit. Cet accord a, selon les calculs des experts du GATT, encadré 136 milliards d'exportations de textiles, soit l'équivalent de 80% des exportations mondiales de ces produits en 1990, si on exclut les échanges internes de l'Union européenne<sup>15</sup>.

28. Les objectifs déclarés de l'Accord multifibres consistent à réglementer temporairement le commerce des textiles, à promouvoir l'ajustement du commerce dans ce secteur, et à y assurer une libéralisation générale à long terme. En réalité, l'AMF a plutôt restreint le commerce des textiles, puisqu'il s'est révélé discriminatoire à l'égard des exportations des pays en développement vers les pays industrialisés par son système de quotas d'une part, et les pratiques restrictives appliquées par les pays industrialisés à l'encontre des importations en provenance des pays en développement.

29. Les données du tableau 4 donnent des indications sur la part des exportations de textiles qui a été affectée par le système de quotas de l'AMF. Pour un pays africain comme l'île Maurice dont la part des textiles sur le total des exportations est dans l'ordre de 43,6%, il a été observé que 17,5% de la part des textiles dans le total des exportations du pays a été affectée par l'arrangement multifibre.

30. L'accord de l'Uruguay Round sur les textiles va bouleverser la donne en organisant un démantèlement complet des quotas. Il est prévu que le démantèlement se fera par étapes sur 10 ans : les pays membres de

<sup>14</sup> Ce secteur inclut les produits à base de ressources naturelles aussi bien agricoles que non-agricoles.

<sup>15</sup> Le Monde du 27 janvier 1994. Article sur l'assemblée annuelle du GATT et la mise en oeuvre du cycle de l'Uruguay.

l'AMF en supprimeront une première vague (16% du volume total de leurs importations) au 1er janvier 1995; une deuxième (17%) au 1er janvier 1998, puis une troisième (18% au 1er janvier 2002. Trois années plus tard, toute limitation devra avoir disparu<sup>16</sup>.

31. La suppression des quotas et la levée des autres restrictions appliquées en dehors de l'Accord multifibres vont considérablement modifier les flux commerciaux de textiles, et peut-être permettre aux exportateurs africains de textiles et de vêtements d'accroître leurs parts de marché. Pour le moment, avant la fin du démantèlement des quotas, il est prématuré d'en évaluer l'impact exact sur les économies africaines. En outre, la mise en place d'un "mécanisme de sauvegarde transitoire" protégeant les pays industriels en cas de fortes perturbations du marché et la création d'un Observatoire de supervision des textiles (OSpT) dont on ne sait s'il sera efficace, montre bien que rien n'est joué pour les pays africains en développement.

#### D. Incidences des accords relatifs aux sauvegardes, subventions et autres mécanismes affectant les échanges

32. Durant les négociations de Tokyo, les tentatives en vue de parvenir à un accord sur des règles plus sûres et plus équitables dans l'application de l'article XIX de l'Accord général n'ont pas abouti. La conclusion d'un accord général sur les sauvegardes, dans le cadre de l'Uruguay Round, constitue un élément crucial au renforcement du système commercial international, particulièrement pour les plus faibles partenaires commerciaux tels que les pays africains.

33. Pour les pays en développement, l'accord énonce des dispositions générales importantes telles, le maintien du principe de la non-discrimination dans l'application des mesures de sauvegarde, et la prohibition et l'élimination des mesures relevant de la "zone grise" (comme la limitation volontaire des exportations et les arrangements de commercialisation ordonnée). Au stade actuel des négociations, les pays africains pourraient envisager d'élaborer des propositions intégrant des éléments allant dans le sens de leurs intérêts.

34. Pour ce qui concerne les subventions et les mesures compensatoires, les préoccupations qu'éprouvent aussi bien les pays développés que les pays en développement peuvent être attribuées à trois principaux facteurs :

- a) Les distorsions que provoquent, dans les courants d'échanges mondiaux, les mesures qui sont prises sous l'égide des pouvoirs publics pour soutenir financièrement des industries locales non compétitives;
- b) Le coût toujours croissant des subventions pour les budgets nationaux; et
- c) La manière arbitraire et abusive avec laquelle on a eu tendance à appliquer des mesures correctives pour contrebalancer les subventions étrangères (droits compensateurs).

35. Pour ce qui concerne les pays en développement, le projet d'accord définit plusieurs paramètres fondamentaux relatifs aux subventions<sup>17</sup>:

---

<sup>16</sup> Ibidem. Les trois premières étapes devront s'appliquer obligatoirement à des articles de peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements.

<sup>17</sup> Pour plus de détails, voir la Note du Secrétariat de la CNUCED sur les Faits nouveaux et questions qui, dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round, intéressent particulièrement les pays en développement (document TD/B/39(2)/CRP.1 en date du 15 mars 1993).

a) Les "subventions prohibées" (en ce qui concerne les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation) ne s'appliqueront pas aux pays en développement signataires visés à l'annexe VII de l'accord<sup>18</sup>;

b) L'interdiction de subventions ne s'appliquera pas aux autres pays en développement signataires pendant 8 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord;

c) Par contre, les pays en développement devront se plier à certaines disciplines au cours de la période transitoire. Ainsi, tout pays en développement dont les exportations d'un produit donné sont devenues compétitives, supprimera les subventions à l'exportation qu'il accorde à ce produit dans un délai de deux ans. Pour les pays en développement visés à l'annexe VII et dont les exportations d'un ou de plusieurs produits sont devenues compétitives, les subventions à l'exportation accordées à ces produits devront être progressivement supprimées dans un délai de huit ans<sup>19</sup>.

36. En outre, les termes de l'accord relatif aux barrières techniques aux échanges contiennent deux obligations auxquelles les pays africains doivent souscrire :

a) Préparation et application de réglementations techniques et de procédures conformes et fiables;

b) Etablissement de bureaux de renseignements qui disposent d'informations à jour et de documents sur les réglementations techniques et procédures d'évaluation conformes et fiables.

37. L'aboutissement des négociations sur ces diverses questions va sûrement avoir un impact de poids sur le système commercial international. Ainsi, il est important, avant la phase finale des négociations, de parvenir à des arrangements et à des procédures plus transparents que par le passé, en vue d'encourager les investissements, et de promouvoir les échanges avec les pays en développement, plus particulièrement avec les pays africains dont la majorité figure parmi les pays les moins avancés.

#### E. Portée des accords sur les nouveaux domaines

38. Le projet d'Acte final englobe également trois projets d'accords relatifs aux nouveaux domaines de négociation dans le cadre de l'Uruguay Round.

---

<sup>18</sup> L'annexe VII définit deux groupes de pays en développement : a) les PMA parties contractantes à l'Accord général et ceux qui appliquent l'Accord général de facto. En Afrique, les pays visés sont : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Gambie, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Tchad, Togo, Zaïre et Zambie, ainsi que les PMA suivants qui appliquent le GATT sur une base de facto : Angola, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe; b) un certain nombre de pays en développement dont le PNB par habitant est inférieur à 1000 dollars. Il s'agit, en Afrique, des pays suivants : Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ghana, Kenya, Maroc, Nigéria, Sénégal et Zimbabwe.

<sup>19</sup> Les exportations d'un produit, pour un pays donné, sont compétitives si, pour ce même produit, les exportations du pays concerné ont atteint une part d'au moins 3,25% du commerce mondial de ce produit, pendant deux années civiles consécutives.

### 1. Le commerce des services

39. L'essor du commerce des services au cours des 20 dernières années est l'une des caractéristiques de l'économie mondiale, et l'inclusion des services dans les négociations de l'Uruguay Round constitue l'un des éléments les plus controversés. Il a été en effet observé, ces dernières années, une forte tendance à la spécialisation des pays développés dans le commerce des services, les domaines de la production industrielle étant de plus en plus délocalisés vers les pays en développement où les coûts de production sont moins importants et/ou la pression environnementaliste moindre. Pendant les six années qu'ont duré les négociations sur les services, les pays en développement se sont efforcés de préserver l'équilibre entre les divers objectifs de la déclaration de Punta del Este<sup>20</sup>.

40. Le projet d'accord général sur le commerce des services définit un cadre multilatéral de principes et de règles, en vue de l'expansion du commerce des services dans des conditions de transparence et de libéralisation progressive, et comme moyen de promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux. Le projet reconnaît les besoins particuliers des pays en développement et s'efforce d'y répondre, afin de faciliter la participation croissante de ces pays au commerce international des services.

41. Les principales dispositions du projet qui présentent une importance particulière pour les pays en développement sont, entre autres :

a) L'article IV qui fait de la participation croissante des pays en développement au commerce mondial des services, un objectif dont la réalisation devra être facilitée par des engagements spécifiques négociés se rapportant :

- i) au renforcement de leur capacité nationale de fournir des services ainsi que de l'efficience et de la compétitivité de ce secteur, notamment par un accès à la technologie commerciale;
- ii) à l'amélioration de leur accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information; et
- iii) à la libéralisation de l'accès aux marchés dans les sous-secteurs et pour les modes de fournitures qui les intéressent du point de vue de leurs exportations;

b) L'article XIX portant sur les négociations des obligations spécifiques : "conformément aux objectifs du présent Accord de l'Uruguay Round, les Membres engageront des séries de négociations successives, qui commenceront au plus tard cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'OMC, et

---

<sup>20</sup> Le texte de la déclaration de Punta del Este prône un équilibre entre l'objectif des Etats-Unis, qui est d'inclure les services dans les négociations d'Uruguay, et le double objectif des pays en développement, qui est de maintenir l'action multilatérale sur les services hors du GATT d'une part, et d'obtenir la reconnaissance de la priorité à donner aux objectifs de développement et de la suprématie des lois et réglementations nationales d'autre part.

qui viseront à réduire ou à éliminer les effets défavorables de certaines mesures sur le commerce des services, de façon à assurer un accès effectif aux marchés<sup>21</sup>.

42. La question qui se pose est celle de savoir si les pays africains pris individuellement, vont pouvoir bénéficier de ces différents engagements. Ceci pourrait dépendre de leur capacité d'obtenir des concessions sur l'accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information; et par ailleurs, des conditions selon lesquelles ils pourraient tirer parti des transferts de technologie effectués par les sociétés transnationales jouissant de concessions commerciales en Afrique. Il est également important que ces pays explorent les avantages qu'ils peuvent tirer des possibilités d'offres ayant trait à la libre circulation des travailleurs. Les restrictions draconiennes de l'immigration vers les pays développés n'incitent pas à l'optimisme sur ce plan.

## 2. Les TRIPs

43. L'absence de protection effective et adéquate des droits de propriété dans certains pays a entraîné une série de tensions commerciales et, dans certains cas, des mesures de rétorsion. C'est dans ce contexte que, pour la première fois, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPs) font l'objet d'une négociation globale au cours d'un cycle de négociations du GATT.

44. Après de nombreuses discussions sur les normes et principes concernant la disponibilité et l'usage des TRIPs, ainsi que sur les dispositions en vue de dégager des moyens efficaces et appropriés pour la mise en application des TRIPs, le groupe de négociations est convenu d'un projet de texte incorporé au projet d'acte final. Ce texte modifie la manière dont la question de la propriété intellectuelle avait été jusque là traitée sur le plan international. Il énonce en particulier des dispositions détaillées portant sur tous les domaines des droits de propriété intellectuelle, et impliquant une harmonisation internationale des normes de protection de propriété intellectuelle, pour tous les pays quel que soit leur niveau de développement. Toutefois, le texte ne prévoit pas de traitement spécial différencié et plus favorable pour les pays en développement; sauf qu'il leur est accordé un délai de transition pour se conformer à toutes dispositions de l'accord sur les TRIPs. Ainsi, les pays les moins avancés bénéficient d'un délai de 10 ans pour mettre leur législation nationale en conformité avec l'accord. Pour les autres pays en développement, les dispositions transitoires prévoient un délai de 5 ans. Le texte proposé introduit par ailleurs le principe de la nation la plus favorisée qui ne s'appliquait pas jusque-là à l'octroi de droits de propriété intellectuelle.

45. Les pays africains pour ce qui les concerne seront confrontés aux mêmes obligations que les pays développés dont la majorité ont souscrit à ces obligations il y a de cela 20 ou 30 ans, ou assez récemment, pour certains pays industrialisés, dans le cas des produits pharmaceutiques et la protection des droits de propriété. Par ailleurs, il est prévu qu'une protection exclusive sera appliquée à de nouveaux domaines tels la programmation, les schémas de configuration de circuits intégrés et les variétés de plantes.

46. Il est incontestable que le coût élevé de la technologie et le manque de moyens permettant le développement et la promotion des brevets au niveau national aura un impact sur le flux d'échanges et le progrès technologique dans les pays africains<sup>22</sup>. C'est pour cette raison que ces pays doivent dès à présent essayer d'obtenir

<sup>21</sup> Secrétariat du GATT, Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, 15 décembre 1993.

<sup>22</sup> Il est actuellement estimé que l'Afrique ne détient que près de 0,1 % des inventions brevetées au plan international.

des concessions dans le domaine de l'investissement et de la technologie avant l'issue finale des négociations dans ce domaine, pour s'assurer un libre accès à la technologie, pendant qu'ils seront en train de développer leurs propres capacités technologiques. Les pays africains doivent également adopter des mesures adéquates de renforcement de leur législation nationale en vue d'être en conformité avec les provisions de l'accord.

### 3. Les TRIMs

47. Les mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIMs) constituent un autre nouveau domaine visé par les négociations de l'Uruguay Round. L'objectif des négociations est d'identifier les effets de restriction ou de distorsion des investissements sur les échanges et de suggérer des mesures correctrices.

48. La plupart des propositions présentées par les pays industrialisés plaident en faveur d'une interdiction pure et simple des TRIMs qui ont un impact direct et significatif sur le commerce, les autres TRIMs ayant un impact moindre sur le commerce devant être placées sous la discipline renforcée du GATT. Les pays en développement quant à eux, se sont jusqu'à présent opposés à la négociation d'un accord visant à interdire les mesures concernant les investissements, même de portée limitée. Ils estiment que les considérations de développement imposent la nécessité d'une flexibilité et d'une autonomie dans le contrôle et l'orientation de l'investissement direct étranger.

49. Les préoccupations des pays africains ont surtout trait aux effets potentiels de l'investissement en général, et de l'investissement étranger direct en particulier, sur le développement socio-économique. En effet, tout en reconnaissant l'importance du rôle de l'investissement étranger direct sur leurs économies en tant que source de transfert de technologie, ces pays sont également conscients des distorsions commerciales pouvant résulter des mesures liées à l'investissement.

50. Les dispositions du projet d'accord répondent en grande partie à l'attente des pays africains, qui prévoient un certain nombre d'obligations ayant trait aux TRIMs, dont :

a) Les TRIMs prohibées : l'article 2 appelle à la prohibition et à l'élimination de toute mesure qui ne soit pas conforme aux provisions de l'article 3 ou l'article 11 de l'Accord général sur le traitement national et l'élimination générale de toutes les restrictions, respectivement;

b) Notification et arrangements transitoires : selon l'article 5, toutes les parties doivent notifier, en l'intervalle de 90 jours de l'entrée en vigueur de la Décision, les TRIMs qui ne sont pas en conformité avec les provisions de cette décision. Toutes les mesures notifiées doivent être éliminées sur un intervalle de temps donné. La période transitoire pour les pays en développement est de cinq ans (sept ans pour les PMA) contre deux pour les pays développés;

c) La transparence : l'article 6 stipule que toutes les parties doivent publier les informations officielles sur les TRIMs, y compris celles qui sont appliquées par les autorités gouvernementales nationales et régionales sur leurs propres territoires.

### F. Impact de l'institution de l'Organisation mondiale du commerce

51. Le projet d'accord instituant l'Organisation multilatérale du commerce (OMC) précise, dans son article II, le champ d'action de l'institution :

- a) Servir de cadre institutionnel commun pour la conduite des relations commerciales entre ses membres;
- b) L'OMC englobe les accords et instruments juridiques connexes dénommés "Accords commerciaux multilatéraux";
- c) L'OMC englobe également les accords et instruments juridiques connexes dénommés "Accords commerciaux plurilatéraux"; enfin ce même article dispose que
- d) L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce dénommé "le GATT de 1994" est juridiquement distinct de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 30 octobre 1947, tel qu'il a été rectifié, amendé ou modifié par la suite, dénommé "le GATT de 1947". L'Accord relatif à l'institution de l'OMC englobera donc également les instruments actuels du GATT de 1947.

52. La création de cette nouvelle organisation commerciale multilatérale constitue un défi de poids pour les pays africains. En effet, en plus des nombreuses obligations ayant trait aux codes issus des négociations du Tokyo Round et aux accords de l'Uruguay Round, ces pays devront se conformer aux conditions rébarbatives d'adhésion à l'institution multilatérale. Ces conditions peuvent se résumer comme suit :

- a) Les pays doivent être parties contractantes à l'Accord général de 1947;
- b) Les pays doivent accepter les trois accords de base de l'OMC, à savoir, "l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1993"; l'accord général sur le commerce des services; et, l'accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; enfin
- c) Les pays doivent avoir fait des concessions spécifiques concernant l'accès aux marchés, à la fois pour les marchandises et pour les services.

53. La crainte de voir leur demande d'adhésion à l'OMC écartée a amené les pays africains participant aux négociations à faire des concessions sur divers aspects des négociations. Mais pour les pays tels que l'Algérie, le Cap-Vert, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe et les Seychelles qui sont en train de négocier leurs conditions d'accès au GATT, la procédure d'accession à l'OMC a été rendue plus difficile par ces nouvelles conditions.

54. Le champ d'action de l'OMC est devenu plus large par rapport à celui qu'embrassait le GATT de 1947. L'institution devrait être conséquemment renforcée pour pouvoir gérer les différents accords et accueillir un nombre plus important de parties contractantes. C'est un vrai défi lancé à la nouvelle institution et c'est de l'ampleur de son succès à faire appliquer les dispositions des différents accords de l'Uruguay Round que dépendra le degré de libéralisation commerciale et ses effets bénéfiques sur le commerce multilatéral.

### III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

55. L'objectif de cette dernière partie est de mettre en évidence certaines actions que les pays africains devraient entreprendre afin de minimiser les effets négatifs et maximiser les effets positifs découlant de la mise en oeuvre des accords résultant des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. Ces actions sont subdivisées en mesures à court-terme et en mesures à moyen et long termes.



#### A. Actions à court terme

56. Il paraît évident qu'à court terme, les accords de l'Uruguay Round vont avoir un impact négatif sur les économies africaines, tout au moins dans certains secteurs spécifiques qui présentent un intérêt particulier pour les pays africains.

57. Dans le secteur agricole par exemple, il n'est point de doute que l'Afrique sera doublement frappée par la hausse des prix des produits alimentaires importés à partir des pays développés et la perte concomitante des marchés d'exportation pour ses produits de base. Ces pertes seront dues en grande partie au fait que les structures de production des économies africaines ne sont pas assez développées et assez flexibles pour s'adapter rapidement au nouvel environnement commercial international. Il ne leur sera pas notamment possible de profiter des possibilités de création commerciale occasionnées par la libéralisation des échanges.

58. Pour être à même de minimiser l'impact de ces effets négatifs sur son économie et profiter des possibilités créées par le nouvel environnement commercial, chaque pays africain devrait, individuellement, entreprendre une évaluation anticipative des conséquences des accords de l'Uruguay Round sur son économie. Pour être significatif, cet exercice doit être entrepris produit par produit et secteur par secteur. Certains pays africains dont le Nigéria et l'Egypte <sup>du Nigéria</sup> sont en train de mener une telle évaluation, mais la grande majorité des pays africains ne l'ont pas encore fait.

59. A l'instar de la façon dont l'Egypte est en train de conduire cette évaluation, tous les autres pays devraient impliquer dans cet exercice tous les acteurs de la vie économique nationale représentant le secteur public, les opérateurs du secteur privé, les universités et les institutions de recherche, les associations professionnelles, etc. Cette approche permettrait une plus grande vulgarisation du contenu des différents accords à un large public, en même temps qu'elle permettrait de réaliser un certain consensus quant aux modalités de leur mise en oeuvre.

60. Au cours de cette évaluation, les pays africains devraient relever, dans l'immédiat et le plus objectivement possible, toutes les contraintes auxquelles ils risquent de faire face dans la mise en oeuvre des accords. Cette action est essentielle pour deux raisons majeures: la première est que ces pays doivent être bien au fait des différentes obligations auxquelles ils souscrivent, en ratifiant le document de l'Acte final, afin d'adopter des stratégies appropriées pour répondre à ces obligations. La seconde est que, au cas où les pays africains ne parviennent pas à remplir toutes leurs obligations pendant le temps qui leur est imparti dans les différents accords, il leur sera relativement facile de renégocier en temps opportun de nouvelles conditions plus souples pour la mise en oeuvre desdits accords.

61. Mettre immédiatement en lumière ces contraintes devrait également alerter les pays et/ou institutions qui seront appelés à coopérer avec l'Afrique dans la mise en oeuvre des accords sur un éventuel besoin d'assistance ultérieure.

62. L'Afrique devrait rejeter toute tentative d'éluder ou d'occulter les contraintes qu'une mise en oeuvre des Accords de l'Uruguay Round lui imposerait ainsi que les incidences négatives que ces accords pourraient avoir sur ses économies. Les prises de position africaines dans ce domaine devraient être sans équivoque.

63. D'un autre côté, les pays africains devraient adopter une vision positive des accords de l'Uruguay Round afin d'analyser toutes les possibilités de développement de leur secteur commercial qu'offrent ces accords. Une analyse sectorielle de l'Acte final des accords de l'Uruguay Round permet en effet d'isoler un certain nombre de domaines où les pays en développement en général et les moins avancés de ceux-là en particulier, bénéficient

de conditions préférentielles. De telles conditions doivent d'abord être inventoriées avant que les dispositions nécessaires pour en tirer profit ne puissent être élaborées. Il faudrait également souligner à ce niveau qu'un certain nombre de domaines restent encore ouverts pour les négociations. En effet, que ce soit dans la mise en oeuvre des accords sur les services, les TRIPs et les TRIMs, le mémorandum d'accord sur la balance des paiements, pour ne citer que ceux-là, les pays africains ont encore beaucoup de latitude pour négocier les modalités de leur mise en application. Il faut maintenant que ces pays s'arment mieux pour négocier afin de parvenir aux meilleurs résultats possibles.

64. Il est également souhaitable que les pays africains explorent les autres possibilités qui pourraient contrebalancer les effets négatifs des accords de l'Uruguay Round sur leurs économies. La Convention de Lomé, par exemple, reconnaît que des amendements peuvent être apportés à ses provisions pertinentes au cas où les négociations commerciales multilatérales au sein du GATT conduiraient à une perte de compétitivité des produits ACP du secteur agricole sur le marché de l'Union européenne (les pays africains constituent la majorité des états ACP) comme le prévoit l'Annexe 27 à la Convention de Lomé IV.

65. En plus de l'Annexe 27, l'Annexe 29 stipule que l'Union européenne est consciente de la nécessité d'assurer, dans l'application des dispositions de la Convention, une situation de compétitivité aux états ACP lorsque leurs avantages sur le marché de l'Union sont affectés par des mesures en rapport avec une libéralisation générale des échanges. L'Union européenne reconnaît même qu'au cas où une situation de perte de compétitivité affectant les intérêts des Etats ACP était portée à son attention, elle est prête d'analyser, en collaboration avec les Etats ACP, les mesures spécifiques et appropriées qui puissent sauvegarder les intérêts des Etats ACP concernés.

66. Si l'on se réfère à la pratique, l'Union européenne s'est très peu soucié de ces engagements lors d'expériences récentes où les pertes de compétitivité suite à l'érosion des marges de préférences n'ont fait l'objet d'aucune attention particulière. Néanmoins, si les dispositions des Accords de l'Uruguay Round le permettent, il va de l'intérêt des pays africains membres du Groupe ACP de voir dans quelle mesure ils peuvent invoquer ces deux annexes. Ainsi, dès que cette situation se produit, les pays concernés devraient travailler, en étroite collaboration avec le Secrétariat du Groupe ACP, sur des projets de demande de compensation en présentant des cas spécifiques où leur compétitivité à l'exportation sur le marché de l'Union européenne est sérieusement affectée par la libéralisation commerciale résultant des accords de l'Uruguay Round. Il revient donc à chaque pays africain membre des ACP d'engager les actions nécessaires pour essayer de bénéficier des dispositions de ces deux annexes.

67. Les partenaires de l'Afrique, en l'occurrence les pays développés, devraient reconnaître que les facteurs qui les avaient motivés à accorder des conditions de faveur aux pays en développement en général et ceux d'Afrique en particulier dans leurs relations commerciales n'ont pas encore changé. Les pays africains en développement ont encore besoin de bénéficier de plus de concessions qui vont au-delà de celles prévues par l'Acte final de l'Uruguay Round, jusqu'à ce que l'Afrique puisse bâtir des économies compétitives, à même de faire face à la concurrence accrue qui va résulter des accords de l'Uruguay Round.

68. Plus d'assistance sera toujours nécessaire, pendant cette période de transition, pour aider l'Afrique à arriver à ce niveau. Une telle assistance consisterait notamment dans la formation des africains devant entre autres contribuer à la mise sur pied des structures économiques viables, ainsi qu'une infrastructures de base, en particulier dans les secteurs agricole, industriel et dans celui des services. L'assistance étrangère porterait également sur le renforcement des capacités de l'Afrique à exploiter pleinement les possibilités de création commerciale nées de la libéralisation. Cela passerait par une production plus accrue et une amélioration des techniques

de vente des pays africains. Par conséquent, les accords de l'Uruguay Round ne devraient en aucun cas constituer de barrière à l'accroissement de l'assistance des pays développés vers l'Afrique.

69. Sur un autre plan, il s'avère indispensable que les institutions régionales ou multilatérales s'occupant de problèmes de développement telles que la CEA, l'OUA, la BAD, le GATT, le FMI et la Banque mondiale combinent et coordonnent leurs efforts pour mettre sur pied un plan d'assistance aux pays africains dans une phase transitoire vers la mise en oeuvre des accords de l'Uruguay Round. L'objectif d'une telle assistance serait d'aider les pays africains à prendre conscience de l'importance des textes qu'ils auront adoptés pour mieux pouvoir les mettre en oeuvre. Cette assistance consisterait notamment dans l'animation de séminaires sous-régionaux pour la vulgarisation du contenu des accords; l'assistance, aux pays qui en font la demande, dans l'interprétation des textes des accords; ainsi qu'une assistance aux pays qui en ont besoin dans l'évaluation anticipative de ces accords sur leurs économies.

70. Il paraît important de rappeler que les négociations au sein du GATT sont menées par chaque partie contractante prise dans son individualité. L'une des fâcheuses constatations de l'Uruguay Round aura été la faible participation des pays africains parties contractantes au GATT. En fait, la plupart des pays africains ne savaient ni quoi négocier, ni quoi offrir! Le résultat fut que, bien que des concessions d'ordre général eurent été consenties aux pays africains, certains intérêts spécifiques à chaque pays africain partie contractante au GATT n'ont pu être défendus faute de défenseurs. Les pays africains devraient donc prendre conscience de cette réalité et tout faire pour mieux se préparer aux négociations ultérieures. Quant aux pays africains qui ne sont pas encore parties contractantes au GATT, ils devraient prendre les dispositions nécessaires pour adhérer le plus tôt possible à l'OMC compte tenu des avantages que présente ce cadre de négociations commerciales multilatérales aux pays économiquement faibles comme c'est le cas de la plupart des pays africains.

#### B. Actions à moyen et long termes

71. Il y a souvent une tendance à méconnaître le fait que si l'Afrique est la région qui tirera le moins d'avantages des accords de l'Uruguay Round, c'est avant tout en raison de sa faible capacité de réponse aux nouvelles opportunités créées par l'environnement commercial international émergent. Les structures de production en Afrique sont archaïques et la base de production très réduite. Il en résulte un problème à la fois de production et de productivité qui conduit à un problème de manque de compétitivité. Ces facteurs expliquent, au moins en partie, pourquoi l'Afrique a perdu une part importante de ses marchés traditionnels ces dernières années et risque d'en perdre davantage si cette situation ne s'améliore pas. Il est par contre très probable que l'Afrique bénéficie, comme les autres régions du monde même si ce n'est pas dans les mêmes proportions, des accords de l'Uruguay Round à moyen et long termes si ces blocages sont surmontés.

72. Pour parvenir à surmonter ces blocages, une grande partie des efforts de développement des pays africains doivent être consacrés à la réforme de leurs structures de production. On ne dira jamais assez que l'Afrique doit élargir sa base de production par un effort de diversification verticale et horizontale. Les systèmes de production africains doivent être modernisés pour parvenir à produire des biens compétitifs. C'est une voie obligée en dehors de laquelle le continent ne fera que s'enfoncer davantage dans la crise où elle se trouve déjà. Quant à la manière dont cette action doit être menée, il n'y a aucun doute que les pays africains pourront

s'inspirer de certaines expériences jugées concluantes, aussi bien en Afrique même que dans d'autres régions en développement<sup>23</sup>.

73. Il est certain que s'engager sur cette voie requiert un choix à la fois stratégique et politique de la part des dirigeants africains. En effet, ces derniers doivent étudier sérieusement l'opportunité d'un changement d'orientation économique vers un modèle de développement endogène. Il faut privilégier des politiques aptes à renforcer l'offre et les secteurs jugés essentiels pour la croissance et le développement économiques. Dans cette nouvelle orientation, l'Afrique doit miser sur trois facteurs essentiels: l'accumulation du capital physique, l'accumulation et l'amélioration de la qualité du capital humain, ainsi que la recherche-développement et la maîtrise de la technologie. Une meilleure allocation de ces facteurs dans les secteurs prioritaires est ensuite un complément indispensable à ces trois éléments.

74. Si l'Afrique a la responsabilité première d'opérer un tel choix, de mettre sur pied la base institutionnelle appropriée et d'améliorer son environnement économique global, notamment par une meilleure gestion de l'appareil économique, la communauté internationale dans son ensemble, y compris les partenaires commerciaux de l'Afrique, devra jouer un rôle non moins important en fournissant l'assistance nécessaire pour réussir cette réorientation économique. En rapport avec les accords de l'Uruguay Round, cette assistance serait dans certains cas la condition de l'ouverture du marché africain aux entreprises étrangères. Ainsi en guise d'illustration de ce qui peut être fait dans ce sens, ce serait conforme aux dispositions de l'Uruguay Round si un pays africain conditionne par exemple l'ouverture de son marché à une entreprise transnationale à la formation du personnel national ou à un investissement minimum dans le domaine de l'infrastructure en rapport avec le secteur dans lequel l'entreprise veut intervenir.

75. Un secteur d'importance capitale sur le développement duquel les pays africains devraient se pencher sérieusement, c'est le secteur de l'agriculture. Ces pays devraient voir dans quelle mesure ce secteur pourrait mieux contribuer à leur développement. Cette analyse s'impose dans le nouveau contexte de l'Uruguay Round où les exportations agricoles africaines vont procurer moins de ressources alors que les importations agricoles vont coûter cher au continent.

76. En effet, ces pays devraient se pencher sur la question de savoir s'il faut continuer à privilégier la production des cultures de rente malgré la dépression de leur marché, et continuer à importer des produits alimentaires à des prix qui vont substantiellement croître, ou alors s'il faut changer de stratégie et privilégier la production vivrière pour assurer avant tout la sécurité alimentaire des populations. Certains pays comme le Nigéria ont déjà opté pour l'autosuffisance alimentaire comme la priorité de leur politique agricole. Avec la nouvelle maldonne de l'Uruguay Round dans le secteur agricole des pays africains, il serait grand temps que ces derniers se penchent sérieusement sur cette question afin d'opérer un choix délibéré à ce sujet.

---

<sup>23</sup> Le cas le plus cité en Afrique reste celui de l'île Maurice. Quant aux expériences d'autres régions en développement dont l'Afrique pourrait s'inspirer, on peut citer le cas de la Chine et celui des pays du Sud-Est asiatique.

**Tableau 1. Produits tropicaux : Impact de l'offre de réduction des tarifs de la CEE  
sur les recettes d'exportation des pays en développement**  
(en millions de dollars EU)  
(Estimations basées sur des données statistiques de 1987-1988)

	Café	Cacao	Plantes et fleurs	Epices	Total	Total (en % des exportat.)
Total	115	33	21	6	174	0,0
Afrique	-66	-4	-2	-1	-72	-0,1
Amérique	161	21	13	1	194	0,2
Caralbes	2	2	1	0	5	0,0
Asie	23	17	10	6	55	0,0
Asie du Sud	4	0	0	2	6	0,2
ASEAN	15	13	3	3	34	0,0
Océanie	-3	-0	0	0	-3	-0,1
ACP	-67	-2	-1	-1	-72	-0,2
Pays						
Côte d'Ivoire	-14	0	-0	0	-15	-0,5
Ghana	0	4	0	0	4	0,4
Kenya	-6	0	-1	0	-7	-0,7
Nigéria	0	-2	0	0	-2	-0,0
Tanzanie	-4	0	0	0	0	-1,3
Bengladesh	0	0	0	0	0	0,0
Inde	4	0	0	1	5	0,0
Les Philippines	2	0	0	0	2	0,0

Source : OCDE: "United Nations, Trade by Commodities, 1990", cité par Sheila Page, Michael Davenport et Adrian Hewitt dans un rapport de "Overseas Development Institute (ODI)" sur: "The GATT Uruguay Round: Effects on developing countries", avril 1992.

Tableau 2. Exportations et importations de produits agricoles, en moyenne, 1987-1988  
(en millions de dollars EU)

	Café	Cacao	Thé	Epices	Produits de la pêche	Tabac
Exportations						
PMA (Total)	9295	2671	1509	1284	13874	1471
Afrique	2088	1670	310	137	1264	476
Afrique du Nord	1	0	0	25	486	1
Afrique au sud du Sahara	2087	1670	310	112	778	475
Amérique	5996	447	31	194	3451	635
Asie	1075	490	1161	949	9081	360
Océanie	137	65	6	4	78	0
ACP	2500	1815	315	131	1297	525
Pays africains						
Côte d'Ivoire	432	796	0	0	112	0
Ghana	1	406	0	0	28	0
Kenya	258	0	223	0	9	2
Maurice	0	0	7	2	13	0
Nigéria	3	188	0	0	10	0
Tanzanie	99	4	14	8	0	14
Zimbabwe	26	0	10	0	0	265
Importations						
PMA (Total)	773	221	1111	622	4138	826
Afrique	315	8	437	69	795	303
Amérique	114	10	21	73	445	28
Asie	343	204	651	478	2824	490
Océanie	2	0	3	2	75	5

Tableau 2 (suite)

	Blé	Céréales secondaires	Riz	Viande	Sucre
Exportations					
PMA (Total)	672	1354	2117	5001	7145
Afrique	1	171	27	533	720
Afrique du Nord	1	12	24	19	1
Afrique au sud du Sahara	1	159	3	514	719
Amérique	391	494	137	2142	1108
Caribbes	15	0	0	32	305
Asie	280	688	1953	2322	608
Asie du Sud	29	0	458	87	9
ASEAN	23	186	750	349	451
NICs	6	1	33	769	97
Autre pays d'Asie	223	501	713	1118	51
Océanie	0	0	0	4	145
ACP	16	159	3	550	1169
Pays africains					
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	10
Ghana	0	0	0	0	0
Kenya	0	25	0	2	0
Maurice	0	1	0	0	335
Nigéria	0	0	0	0	0
Tanzanie	0	28	0	1	5
Zimbabwe	0	37	0	44	47

Tableau 2 (suite)

	Blé	Céréales secondaires	Riz	Viande	Sucre
Importations					
PMA (total)	9295	4089	2674	6727	3254
Afrique	3066	766	748	1544	923
Amérique	1331	957	238	1189	184
Asie	4862	2361	1632	3798	2134
Océanie	37	6	56	196	14

Source : CNUCED, Annuaire des produits de base 1990, cité par Sheila Page, Michael Davenport et Adrian Hewitt dans un Rapport de "Overseas Development Institute (ODI)" sur "the GATT Uruguay Round: Effects on developing countries", avril 1992.



Tableau 3. Part des produits à base de ressources naturelles sur les exportations  
des pays africains pris individuellement, 1988  
(en pourcentage)

Produit	Exportateur
La pêche et les produits de la pêche	Seychelles (86,8), Gambie (51,0), Namibie (45,5), Guinée Bissau (40,6), Sao Tomé-et-Principe (36,3), Sénégal (33,3), Mozambique (25,8), Somalie (21,4), Cap-Vert (17,9), Madagascar (16,4), Maroc (10,2)
La sylviculture et les produits forestiers	
Matières premières	Guinée équatoriale (60,8), Swaziland (11,2), Congo (10,0), Gabon (9,9), Cameroun (8,8), Guinée Bissau (8,7), Libéria (7,2), Côte d'Ivoire (3,6), Rép. centrafricaine (2,8), Zaïre (2,3)
Produits semi-finis	Guinée équatoriale (13,5), Côte d'Ivoire (10,4), Ghana (6,4), Cameroun (4,7), Rép. centrafricaine (3,3), Congo (2,8)
Produits finis	Maroc (0,3), Kenya (0,2), Côte d'Ivoire (0,2)
Métaux et minerais non-ferreux	
Matières premières	Guinée (69,2), Sierra Léone (43,1), Gabon (9,4), Ghana (3,2), Madagascar (3,0), Namibie (2,8), Congo (2,0), Maroc (1,7), Zaïre (1,4)
Produits chimiques	Guinée (9,5), Kenya (0,7), Tunisie (0,6)
Métaux non-forgés	Zambie (92,9), Botswana (68,6), Zaïre (47,1), Ghana (35,8), Cap-Vert (25,5), Zimbabwe (19,2), Cameroun (8,2), Tanzanie (8,0)
Métaux forgés	Egypt (0,9), Zambie (0,7), Zaïre (0,5)
Produits finis	Tunisie (1,8), Maroc (0,6), Sénégal (0,4)

Tableau 3 (suite)

Produit	Exportateur
<b>Pétrole et produits dérivés</b>	
Matières premières	Nigéria (92,4), Angola (87,9), Libye (80,2), Congo (72,0), Algérie (61,1), Gabon (58,2), Egypte (58,2), Cameroun (44,2), Tunisie (20,6), Zaïre (11,1), Bénin (11,3), Niger (8,1), Tanzanie (6,0), Rép. centrafricaine (2,6), Swaziland (2,0), Zimbabwe (1,4)
Produits semi-finis	Niger (87,2), Namibie (16,7), Gabon (3,7)
Produits finis	Algérie (35,0), Namibie (21,3), Jamahiriya arabe libyenne (14,8), Egypte (8,5), Tunisie (3,5), Congo (2,5), Côte d'Ivoire (2,4), Cameroun (2,3), Ghana (2,0), Maroc (1,8), Angola (1,8), Nigéria (1,0)
<b>Les engrais</b>	
Matières premières	Namibie (0,1), Egypte (0,01)
Produits semi-finis	Tunisie (8,0), Maroc (6,5), Burundi (1,1), Sénégal (0,6)
<b>Cuirs et peaux</b>	
Matières premières	Burkina Faso (11,1), Ethiopie (8,1), Djibouti (7,3), Rwanda (6,3), Soudan (5,5), Mali (5,4), Somalie (5,2), Ouganda (5,1), Tchad (3,8), Burundi (2,8), Tanzanie (1,8)
<b>Fer, acier et articles dérivés</b>	
Matières premières	Mauritanie (52,5), Libéria (13,5), Mozambique (4,3), Maroc (0,4)
Produits semi-finis	Mozambique (20,4), Zimbabwe (19,4), Egypte (1,8), Algérie (1,5)
Produits finis	Zimbabwe (1,3), Mozambique (0,6), Swaziland (0,5)

Source :

Evaluation de l'impact des projets d'accords de l'Uruguay Round sur les pays africains, préparée par le projet "UNCTAD/UNDP African MTN project (RAF/87/157)". décembre 1993.

**Tableau 4. Textiles et vêtements : Part des exportations de textiles et vêtements (dans le total des exportations) affectée par le système des quotas de l'Accord multifibres**

	Part des exportations de textiles et vêtements dans le total des exportations (en pourcentage)	Part des exportations de textiles et vêtements (dans le total des exportations) affectée par le système des quotas de l'AMF (en pourcentage)	Variation des exportations totales suite à un accroissement des exportations de textiles de l'ordre de 25 % et 50 %, en pourcentage, et en valeur (millions de \$ EU) :			
			25 % (%)	50 % (%)	25 % (m\$)	50 % (m\$)
PMA (total)	14,2	5,7	1,4	2,9	9980	19961
Asie	17,8	7,1	1,8	3,6	8507	17013
Amérique	4,6	1,8	0,5	0,9	563	1126
Afrique	7,7	3,1	0,8	1,5	432	864
Pays africains						
Côte d'Ivoire	3,3	1,3	0,3	0,7	10	20
Kenya	1,4	0,6	0,1	0,3	2	3
Maurice	43,6	17,5	4,4	8,7	24	48
Tanzanie	13,7	5,5	1,4	2,7	4	9
Zimbabwe	11,2	4,5	1,1	2,2	11	22

Source : United Nations, Monthly Bulletin of Statistics, May 1991 et UNCTAD, Handbook of international Trade and Development Statistics 1989 (publié en 1990), cités par Sheila Page, Michael Davenport et Adrian Hewitt dans un rapport de Overseas Development Institute (ODI) sur "The GATT Uruguay Round: Effects on developing countries". avril 1992.